



Allocution Signature des Accord d'Evian - Monument aux morts Villepreux, 19 mars 2015

Les années s'enchaînent, les commémorations également, nous nous retrouvons une nouvelle fois en ce matin du 19 mars pour nous rappeler, célébrer et remercier nos soldats qui ont combattu et souffert pour notre pays.

Bien évidemment, depuis le 19 mars 1962, chaque année, votre histoire a déjà été racontée, c'est la septième année que j'en parle à vos côtés mais nous devons une nouvelle fois être tous réunis encore devant ce monument en mort.

*
* *

Longtemps vous, associations d'anciens combattants, avaient souhaité et réclaté la commémoration de ce conflit et des combats au Maroc et en Tunisie.

La France aime se souvenir des grands moments de son Histoire et préfère cacher les autres.

Mais une commémoration n'est pas simplement la célébration d'une victoire.

C'est également la mise à l'honneur de ceux qui ont porté et défendu nos valeurs en combattant parfois même jusqu'à la mort.

Le fait de ne pas remporter un conflit n'a jamais signifié que ceux qui se sont battus étaient moins braves ou moins courageux.

Comme pour chaque conflit et lors de toutes commémorations, le dénouement final importe peu car nous parlons encore de courage, d'obéissance, de dévouement, de souffrance et de doutes également.

Rien ne change qu'il s'agissent du 8 mai ou du 11 novembre.

*
* *

Dans cette volonté légitime de reconnaissance, il aura alors fallu attendre l'année 1999 pour qu'une proposition de loi soit votée enfin à l'unanimité par l'Assemblée Nationale et le Sénat et reconnaisse



finalement le terme de « guerre d'Algérie » en lieu et place de « guerre sans nom », terme officiel.

« Evènement d'Algérie » ou « Guerre sans nom », tournure de style classique cherchant à réduire l'impact de la réalité.

« Guerre sans nom » pour minimiser l'évènement et le dissimuler.

« Guerre sans nom » comme s'il suffisait de ne pas prononcer un mot pour rendre moins tragique une situation.

« Guerre sans nom » pour cacher aux Français l'effroi et l'horreur d'un conflit qui fut une véritable guerre avec son lot de terreur, d'injustice et de mort.

Jacques Floch, rapporteur de la loi, déclarait alors à la tribune :
 « *Enfants pendant la Seconde Guerre mondiale, jeunes gens mobilisés en Algérie, nous avons tous un compte à régler avec la guerre.* »

Georges Colombier insista également sur la réconciliation de la classe politique avec celles des combattants en disant : « *Un quart de siècle s'est écoulé sans que les sacrifices consentis par nos soldats dans ce conflit aient été pleinement reconnus.* »

La reconnaissance de cette guerre, tant attendue après 37 ans, accordera enfin la qualité d'anciens combattants à près de deux millions d'appelés et Martine David déclara sur ce point : « *Nous décidons de redonner aux anciens combattants l'honneur et la dignité que l'histoire leur avait pris.* »

*

* *

Mais la reconnaissance devait aller au-delà de cette première victoire.

Il aura fallu attendre 2003 et le choix du Président Jacques Chirac pour qu'une journée d'hommage consacrée aux seuls « morts pour la France » pendant la guerre d'Algérie soit proposée.

A l'époque, afin de réconcilier les mémoires fragmentées, Jacques Chirac avait préféré choisir une date neutre, le 5 décembre, jour où il avait inauguré le Mémorial consacré aux 24.000 militaires français tués pendant le conflit, quai Branly, à Paris.

*

* *



Il aura fallu attendre enfin 2012 pour que le Sénat adopte la proposition de loi qui consacre alors le 19 mars 1962 comme journée nationale du souvenir «des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie».

Le rapporteur de la proposition de loi, Alain Néri, avait défendu cette date par la nécessité de « rendre hommage aux deux millions d'appelés du contingent mobilisés pendant le conflit ». Ses collègues de la majorité sénatoriale de l'époque avaient estimé alors que cette date permettait de rendre hommage à toutes les victimes.

Nous savons tous aujourd'hui que cette date ne fait pas l'unanimité.

*
* *

Certains diront encore aujourd'hui que choisir le 19 mars revient à occulter que plusieurs milliers d'Européens et quelque 80.000 harkis ont été tués après le cessez-le-feu.

D'autres accuseront le gouvernement de l'époque d'avoir utilisé l'Histoire à des fins partisanses.

Certaines associations d'anciens combattants voient alors dans le choix du 19 mars un « risque grave de division profonde entre Français ».

D'autres au contraire marquent leur «attachement indéfectible» au 19 mars.

*
* *

Je comprends personnellement chacun des arguments de ces 2 camps mais mon rôle aujourd'hui n'est pas de critiquer l'une ou l'autre de ces dates, de choisir celle qui me semble la plus juste ou de dénoncer celle au contraire qui est la plus partisane.

Vous avez souhaité organiser la cérémonie du recueillement et de la mémoire ce jour, personne ne devrait remettre cela en cause.

Je suis à vos côtés ce matin du 19 mars, j'aurai été avec ceux et celles qui auraient souhaité ma présence le matin du 5 décembre.

Choisir entre le 19 mars et le 5 décembre ne doit pas être une décision politique mais celle de la mémoire et du respect.



Cette décision doit provenir de vous et de ce que vous pensez être le plus juste.

*
* *

La polémique doit laisser sa place à la concorde, celle issue de la volonté de remercier et d'honorer chaque soldat mort au combat, chaque civil tué par erreur, chacun de ceux qui a donné sa vie pour représenter sa pays.

Car une nouvelle fois ce matin, nous parlons bien de cela, comme les matins du 11 novembre et du 8 mai.

Nous parlons du courage. Nous parlons du dévouement. Nous parlons de la mémoire. Nous parlons de la tristesse. Nous parlons de la fierté.

Nous parlons de toutes ces choses qui vous unissent et qui sont le quotidien du soldat.

Nous parlons de l'histoire de chacun d'entre vous.

Nous sommes uniquement là pour nous rappeler une nouvelle fois que beaucoup sont morts et ont souffert au cours de cette guerre.

Nous sommes là pour nous souvenir de ces 27.000 militaires français tués, de ces centaines de disparus et de ces 65.000 blessés.

Nous sommes là pour parler du bilan de cette vraie guerre en laissant de côté le 5 décembre ou le 19 mars.

C'est cela notre rôle, il restera le mien.

Vive la République et vive la France.

Stéphane Mirambeau
Maire de Villepreux
19 Mars 2015